

Déclaration de la délégation Togolaise lors
de la Quatrième Conférence des Nations
Unies sur les Pays les Moins Avancés

SE Mme Ekoué Dédé

Ministre auprès du Président de la République
Chargé de la Planification du Développement
et de l' Aménagement du Territoire

ISTANBUL LE 09 AU 13 MAI 2011

Excellence Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,
Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée Générale,
Excellences Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire Général de la Conférence,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs.

Permettez-moi, avant tout, de saisir cette opportunité pour exprimer notre profonde gratitude au Président de la Turquie, à son gouvernement et à son peuple pour l'accueil chaleureux dont notre délégation est l'objet et pour l'excellence des facilités qui sont mises à la disposition de la Conférence. Ceci témoigne de la solidité de l'engagement de la Turquie en faveur de l'avancement des PMA.

Je voudrais ensuite adresser mes félicitations à :

- Monsieur le Président de l'Assemblée Générale
- Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies
- Monsieur le Premier Ministre du Népal
- Monsieur le Secrétaire Général de la Conférence,

pour l'organisation réussie de cette quatrième Conférence des Nations Unies sur les Pays les Moins Avancés (PMA).

Monsieur le Président,

Distingués Délégués,

Le Togo, à l'instar des autres PMA, malgré l'handicap de départ créé par son exclusion de l'aide internationale pendant plus de dix ans avant la reprise de la coopération, s'est investi à mettre en œuvre le Programme d'action de Bruxelles à travers sa stratégie de réduction de la pauvreté. Ainsi, il a enregistré des progrès déterminants sur plusieurs fronts:

Sur le plan de la gouvernance politique, le Togo a réussi à mettre en place un gouvernement de large ouverture qui inclut le plus grand parti historique de l'opposition et la diaspora, après des élections présidentielles transparentes avec l'appui des partenaires internationaux tels que l'Union Européenne, l'ONU et l'Union Africaine. Cette avancée majeure permet à notre pays de disposer d'un climat apaisé, condition essentielle pour tout développement économique et social.

Sur le plan social, le Togo a enregistré des avancées par rapport aux OMD comme le démontre le rapport de Overseas Development Institute qui classe notre pays parmi les vingt pays qui ont fait les plus grands bonds en termes absolus par rapport à deux OMD au moins. En effet, nous avons fait des progrès sensibles au niveau de l'éducation primaire et la lutte contre les grandes maladies tels que le VIH SIDA et le paludisme. En plus, nous avons renforcé les dispositifs d'accompagnement des populations pauvres à travers des programmes de développement communautaires qui offrent aux populations vulnérables en priorité aux femmes et aux enfants des filets sociaux et des moyens pour développer les activités économiques. Il nous faut toutefois aller plus loin et plus vite vers l'atteinte des OMD et cela nécessite une accélération de la croissance et une intensification de la coopération internationale. Nous avons à cet effet élaboré avec l'appui du PNUD des cadres d'accélération des OMD qui nous ont permis d'identifier les actions les plus importantes et servent à mieux orienter les financements nationaux et internationaux. Dans cette

lignée, le gouvernement organise en Juin une table ronde des partenaires sur l'accès à l'eau et à l'assainissement et l'environnement.

Conscient que notre développement passe d'abord par la croissance économique, le Togo a renforcé les fondations de ses secteurs clés notamment les mine, le port, le secteur financier et l'agriculture .Pour ce qui est de l'agriculture, secteur qui emploie plus de 70% de la population et contribue à plus de 40% de notre économie, nous y avons intensifié nos investissements Ces efforts ont porté des fruits entraînant même des excédents au niveau de la production céréalière. Une partie de ces excédents a été utilisée pour aider des pays souffrant de déficit en stocks alimentaires

Sur le plan de la gouvernance économique, notre pays a travaillé à la mise en œuvre des réformes majeures et ceci nous a permis d'atteindre en décembre 2010 le point d'achèvement de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés. L'atteinte de cet objectif nous permet de nous libérer du fardeau de la dette et nous donne une marge financière pour accroître nos investissements économiques. Les reformes mises en œuvre ont permis d'améliorer le climat des affaires. Avec l'espace financier additionnel dont nous bénéficions nous intensifions les actions pour rendre notre environnement plus propice aux investissements directs étrangers.

La relance de l'économie et l'amélioration de la situation sociale dans un contexte de crises malgré notre détermination ne pouvaient être une réalité, n'eut été le soutien actif d'une diversité de bailleurs. A cet effet, il est important de noter que les appuis budgétaires globaux accordés par des partenaires tels que l'Union Européenne et la Banque Mondiale ont joué un rôle déterminant dans les avancées de notre pays. Cet instrument doit, à notre humble avis, rester un des moyens privilégiés d'accompagnement des PMA et des Etats fragiles.

Nous tenons ici à exprimer toute notre appréciation à tous nos partenaires et les encourager à nous accompagner dans la prochaine phase qui doit nous permettre d'être un pays de prospérité. Il nous faut consolider et accroître les succès que nous avons enregistrés ensemble. Ceci ne peut

se faire que si toutes les ressources, nationales et internationales sont augmentées sensiblement et orientées efficacement vers une croissance inclusive, génératrice d'emplois pour la jeunesse, respectueuse de l'environnement et capable de résister aux chocs et aux conséquences de changements climatiques.

C'est pour cette raison qu'il nous faut assurer que le partenariat mondial permette d'activer les leviers clés pour un développement économique soutenu : Ces leviers sont entre autres :

- le développement des infrastructures, de transport, d'énergie et de communication dans une perspective d'intégration régionale ;
- le soutien aux capacités de production des secteurs clés pour une grande compétitivité et diversification ; dans cette perspective, la modernisation de l'agriculture, la promotion de l'industrialisation et le transfert de technologies doivent recevoir une attention particulière ;
- et le développement du commerce en facilitant aux PMA l'accès aux marchés internationaux.

Il est important aussi de veiller à ce que le partenariat mondial contre la pauvreté aide à promouvoir un environnement national et international favorable à l'accroissement des investissements dans les PMA.

Nous devons continuer à travailler au développement du capital humain car les ressources humaines sont les premières richesses des nations. Pour le cas de notre pays l'extrême jeunesse de notre population représente un atout à capitaliser pour notre développement. Un appui important aux PMA pour la formation technique et l'éducation supérieure sera très utile. Pour ce faire, il nous faut le plus tôt possible travailler ensemble à la mise sur pied d'un programme international pour l'employabilité et l'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne qui aide tous les PMA de cette sous région. Ce programme devra mobiliser les gouvernements, les acteurs nationaux et internationaux du secteur privé,

de la société civile, du secteur éducatif et du secteur financier ainsi que les partenaires au développement.

Enfin, il est urgent d'accélérer le financement du changement climatique tel que convenu à Cancun. Il serait fondamental, à cet effet, d'utiliser les mécanismes existants tels que les fonds d'investissements climatiques actuels, pour faire rapidement parvenir ces financements aux pays qui ont le plus besoin notamment les pays africains.

C'est ce caractère d'urgence qu'il nous faut imprimer au Programme d'Action d'Istanbul pour qu'un grand nombre de PMA quitte cette catégorie et entre dans une ère de prospérité. Investir dans les PMA c'est capitaliser sur les opportunités sous exploitées de ces pays pour donner un nouvel élan à l'économie mondiale. Investir dans les PMA, c'est aussi veiller à la promotion d'un monde plus durable et paisible.

C'est avec la conviction ferme que nous pouvons faire plus que je voudrais remercier encore une fois la communauté internationale pour la solidarité agissante en faveur des PMA et nous inviter tous à nous inscrire résolument dans ce nouveau partenariat de prospérité durable pour tous.

Vive la coopération internationale

Je vous remercie de votre aimable attention.